

En finir avec la bourgeoisie et son système capitaliste !

Les économistes bourgeois le reconnaissent: le capitalisme traverse sa plus grave crise depuis 1929. Sous couvert de mesures de « relance de l'économie » (faut-il la relancer ? voulons nous vraiment continuer à vivre pour un *taux de croissance du PIB?*), les gouvernements du monde entier accordent des centaines de milliards d'euros d' « aides » aux banques et aux entreprises. En France, l'UMP (Union pour une Minorité de Privilégiés) prend prétexte de la crise pour justifier la privatisation des quelques secteurs qui y avaient jusque-là échappé, ainsi que les suppressions de postes massives dans la fonction publique (sauf dans la police, bien entendu!). Le nombre de travailleurs pauvres ne cesse d'augmenter, tout comme celui des chômeurs (plus de 70 000 suppressions de postes pour la seule journée du 26 janvier en Europe et aux États-Unis). Pire, une concurrence insupportable est institutionnalisée entre les travailleurs français et les travailleurs immigrés, entre les personnels statutaires et non-statutaires. A cela il faut ajouter que, par la voix de son porte-parole Frédéric Lefebvre, le parti au pouvoir a annoncé qu'il comptait aller plus loin dans la remise en cause du droit de grève, histoire d'ôter aux salariés les moyens de se défendre...

A l'occasion de cette crise, chacun a pu constater le naufrage complet des divers partis politiques dont l'objectif était initialement d'en finir avec le système économique basé sur la propriété privée des moyens de production. Le mal nommé Parti Socialiste se lance dans des gesticulations parlementaires qui n'intéressent que lui-même. La LCR, en se transformant en NPA, s'apprête à devenir officiellement ce qu'elle a toujours été dans les faits : un rabatteur de voix pour la gauche gouvernementale – cette gauche qui, lorsqu'elle est aux affaires, *mène exactement la même politique que la droite* (si ce n'est encore pire, car elle trompe honteusement les classes populaires). Lutte Ouvrière se demande comment faire pour avoir un maximum d'élus aux prochaines élections européennes et, perdue dans ses réflexions, en oublie complètement la lutte des classes. Quant au Parti Ouvrier Indépendant, il a trouvé l'astuce pour ne pas avoir à remettre en cause le capitalisme : tout est la faute à l'Union Européenne !

Le véritable clivage n'oppose donc plus la gauche à la droite, mais ceux qui veulent voir crever le capitalisme à ceux qui souhaitent qu'il se maintienne. Bien que soutenu, directement ou indirectement, par les principaux partis politiques, de l'extrême-droite à l'extrême-gauche, le capitalisme est plus vulnérable que jamais. Sarkozy et les mafieux de l'UMP le savent. C'est notamment pour cela qu'ils cherchent à étouffer dans l'œuf toute contestation, accusant d'être des « terroristes » celles et ceux qui refusent l'actuel système et ses valeurs mortifères, les emprisonnant parfois (Julien, Isa...). La situation est à ce point explosive que le gouvernement déploie « préventivement » des milliers de flics et de militaires en toutes occasions: une poignée de lycéens qui manifestent dans les rues (polluées) de la capitale, un Noël, une Saint-Sylvestre, un match de football France-Uruguay...

Pour faire diversion, les partisans du capitalisme (entre autres, les fachos et les religieux) cherchent à raviver les vieilles lunes réactionnaires que sont la xénophobie et les communautarismes. C'est aussi une politique étatique habituelle que de désigner comme responsables du marasme des boucs-émissaires (sans-papiers, arabes, juifs...) pendant que les véritables coupables ne sont pas inquiétés. Nous, nous savons qui sont nos ennemis : l'État, les patrons, la bourgeoisie et son personnel politique, ses journalistes, ses ridicules « experts »... Et nous savons aussi où les trouver : à la tête des entreprises, dans les beaux quartiers, au parlement et dans ces médias souvent aux mains de marchands d'armes et toujours aux ordres du régime : de TF1 à *Libération* en passant par Europe1, *Le Monde* et *Le connard encrouté*.

Nous n'oublions pas d'inclure dans la liste des défenseurs patentés du capitalisme les bureaucrates corrompus qui dirigent les syndicats : *si ces gens-là n'existaient pas, la classe dominante les inventerait*. Gardes-chiourmes de la classe ouvrière, leur seule occupation est de sauvegarder leurs privilèges bureaucratiques en freinant des quatre fers dès qu'apparaît un mouvement social un peu trop vindicatif. Lesdits bureaucrates ne prennent même pas la peine de dissimuler leur hostilité aux luttes des travailleurs. Il y a quelques jours encore, François Chérèque (CFDT) estimait « inadmissible » la grève des cheminots de la gare Saint-Lazare tandis que Joseph Thouvenel (CFTC) pondait une tribune dans *Le Figa-rot* (jeudi 15 janvier 2009) sobrement intitulée « *Trop de grève, tue la grève* » – tribune dans laquelle il s'en prenait à « *la bonne vieille pratique marxiste de la lutte des classes* »... « *Il faut savoir terminer une grève* » disait déjà le stalinien Maurice Thorez en 1936...

Il ne faut pas compter sur ces syndicats pour jouer un quelconque rôle positif dans nos combats actuels et futurs. Pourtant, le temps presse car le capitalisme ne s'effondrera pas tout seul... Or, l'Histoire et l'actualité (Irak, Afghanistan, Palestine) sont là pour nous rappeler que la méthode la plus efficace qu'a trouvée la classe dominante pour relancer son économie c'est *une bonne guerre*. Quant à nous, nous rejetons les délires nationalistes et, nous inspirant des révoltes du monde entier – de Oaxaca à Athènes –, nous mettons en avant ces mots d'ordre :

A bas l'État, les flics et les patrons!

Grève générale autogestionnaire!

Bloquons tout!

Libérons-nous!